

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/156

G/SCM/W/163

28 novembre 1995

(95-3805)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: espagnol

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR L'AUSTRALIE¹, LE CANADA²,
LES COMMUNAUTES EUROPEENNES³, HONG KONG⁴ ET
LE VENEZUELA⁵ AU SUJET DE LA NOTIFICATION
DES LOIS ET REGLEMENTATIONS CHILIENNES⁶

La Mission permanente du Chili a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 31 octobre 1995.

REPONSE AUX QUESTIONS DE CARACTERE GENERAL
PORTANT SUR DES POINTS DE DROIT

Comme il est dit dans la notification du Chili, la législation en vigueur en matière de droits antidumping et de mesures compensatoires se compose de la Loi n° 18.525 et de son Règlement d'application. Il est dit également dans cette notification que l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions ont force de loi au Chili.

Cette affirmation a incité les délégations à demander des précisions sur la situation juridique née de la coexistence des règles internes et des accords internationaux.

Conformément aux articles 32.17 et 50.1 de la Constitution, les traités internationaux doivent, avant d'être ratifiés, être soumis au Congrès pour approbation selon la même procédure que les lois. En l'occurrence, le Congrès a approuvé à l'unanimité des deux Chambres l'Accord de Marrakech et ses annexes, approbation que le Président a annoncée officiellement le 24 novembre 1994. Le 26 décembre de la même année, le Président de la République a signé l'instrument de ratification correspondant, qui a été déposé deux jours plus tard auprès du Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce.

¹G/ADP/W/4-G/SCM/W/12.

²G/ADP/W/24-G/SCM/W/31.

³G/ADP/W/11-G/SCM/W/20.

⁴G/ADP/W/32-G/SCM/W/39.

⁵G/ADP/W/39-G/SCM/W/47.

⁶G/ADP/N/1/CHL/1-G/SCM/N/1/CHL/1.

Le Président de la République a décidé qu'à partir de ce moment-là, les accords si souvent cités auraient force de loi et que leur respect engageait l'honneur de la nation.

Par la suite, aux fins de l'application pleine et entière des accords sur le plan juridique interne, le Président de la République a édicté le Décret suprême n° 16 du Ministère des relations extérieures portant promulgation de l'"Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce et les annexes indiquées", dans lequel il est dit que ces textes "sont à appliquer et à mettre en vigueur en tant que lois et à publier sous la forme indiquée dans la Loi n° 18.158".

Le Décret suprême a été publié au Journal officiel du 17 mai 1995, après l'enregistrement auprès de l'Inspection générale de la République.

Il ressort de ce qui précède que, conformément à l'ordre constitutionnel et juridique en vigueur au Chili, l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions, tout comme l'ensemble des accords qui constituent l'Acte final du Cycle d'Uruguay, ne sont pas destinés à remplacer ni à compléter la législation nationale, mais qu'ils en font partie intégrante et ont valeur de loi.

En effet, si dans la hiérarchie des lois ces accords occupent le même rang que les lois internes, ils ont la primauté sur ces lois parce qu'ils ont un degré de spécialisation plus élevé, et comme ils portent sur les mêmes matières que les lois et qu'ils ont été adoptés postérieurement, on se trouve face à une *abrogation tacite*, institution juridique que l'on rencontre dans tout ordre juridique inspiré du Droit romain. Ce cas de figure, on le sait, se présente lorsqu'une nouvelle loi contient des dispositions qui ne sont pas compatibles avec celles de la loi précédente. Il importe toutefois de préciser que les dispositions de l'ancienne loi qui ne sont ni en conflit ni incompatibles avec la nouvelle loi restent en vigueur (articles 52 et 53 du Code civil).

Que ce soit pour la doctrine ou en Droit positif chilien tout ce qui, dans la législation nationale, semble incompatible ou en contradiction avec les accords internationaux promulgués en toute légalité est tacitement abrogé. C'est là un principe que la Cour suprême a confirmé dans plusieurs de ses jugements.

Nonobstant ce qui précède, nous procédons à l'élaboration d'une loi qui définira expressément, sur la base de ces accords, la structure, la composition et les attributions de l'autorité chargée de l'enquête et de l'instance chargée du réexamen de ses décisions, ainsi que les règles de procédure qui ne sont pas expressément définies dans les accords en question, conformément aux procédures administratives du pays. Par ailleurs, un décret réglementaire est en cours d'élaboration qui définira tous les points mineurs de procédure en vue de garantir la transparence, ainsi que les modalités particulières concernant les calculs et les ajustements nécessaires opérés par la Commission, les sources de renseignements pertinentes et d'autres modalités de nature à faciliter l'accès aux mécanismes appelés à remédier aux distorsions de prix visées dans les accords si souvent cités.

En attendant, la Commission a décidé d'appliquer avec précision et dans le détail les dispositions des accords pertinents pour les enquêtes qu'elle sera appelée à mener et, dans les cas où les accords ne font qu'esquisser un cadre général ou qu'énoncer des critères, d'appliquer leurs dispositions de la manière la plus compatible possible avec l'ensemble de règles qu'ils contiennent, de façon à en respecter l'esprit.

Enfin, il nous paraît nécessaire de rappeler que le Chili a toujours honoré ses engagements internationaux, et d'évoquer les dispositions de la Convention de Vienne sur le droit des traités, en particulier l'article 5, qui s'applique expressément à ce genre d'accord, et plus encore, l'article 27 qui prévoit qu'un Etat ne peut invoquer les dispositions de son droit interne comme justification de

la non-exécution d'un traité. En sa qualité de partie à cette convention, le Chili réaffirme sa volonté d'appliquer ce texte à la lettre, ce qui est, au reste, un principe fondamental de la politique extérieure de notre pays.

Pour conclure, nous affirmons donc catégoriquement que l' Accord de Marrakech et les accords qui y sont annexés sont pleinement incorporés à la législation nationale, et qu'en conséquence chacune de leurs parties doit être considérée comme loi chilienne.

AUSTRALIE

Le texte qui précède, intitulé "Réponse aux questions de caractère général portant sur des points de droit", développe suffisamment en détail les questions n° 1 et 5 posées par l'Australie et montre clairement que le gouvernement chilien s'engage à appliquer intégralement les dispositions des accords du Cycle d'Uruguay.

Question n° 2:

La Loi n° 18.525, qui était en vigueur avant les Accords de l'OMC, prévoit la possibilité pour l'autorité fiscale de prendre des mesures au sujet de l'importation des marchandises dans le pays. Comme il est dit dans la question visée, les surtaxes et les valeurs en douane minimales sont des mesures autres que les droits antidumping et les droits compensateurs. De plus, les Accords de l'OMC ont force de loi au Chili; les autorités imposeront par conséquent un droit antidumping en cas de dumping et des droits compensateurs dans les cas où l'Accord sur les subventions l'autorise.

En d'autres termes, les surtaxes et les valeurs en douane minimales sont des mesures qui correspondent à un autre cas de figure et ne peuvent donc ni remplacer ni compléter les droits compensateurs ou les droits antidumping.

Question n° 3:

Le Règlement d'application, qui fait l'objet du Décret n° 575, a été promulgué avant l'entrée en vigueur des Accords de l'OMC et est fondé sur la Loi n° 18.525. A l'heure actuelle, l'imposition et la perception de droits antidumping et de droits compensateurs sont fondées sur les articles 9 et 19 des accords pertinents.

Question n° 4:

Le Chili respecte les prescriptions des Accords de l'OMC. En conséquence, la détermination concluant à l'existence d'un dumping est fondée sur l'article VI du GATT de 1994 et sur l'Accord antidumping; la détermination concluant à l'existence d'une subvention justifiant l'imposition d'un droit compensateur est fondée sur les dispositions de l'Accord sur les subventions.

CANADA

La réponse aux questions de caractère général portant sur des points de droit développe amplement la question n° 1 du Canada et montre clairement que le gouvernement chilien s'engage à appliquer intégralement les dispositions des Accords du Cycle d'Uruguay pour deux raisons: d'une part la ratification desdits accords (qui a valeur sur le plan international) a été communiquée, d'autre part ces accords ont été incorporés à l'ordre juridique interne avec force de loi.

La question n° 2 porte sur le mécanisme juridique prévu pour la mise en oeuvre des décisions d'un groupe spécial. La réponse à cette question dépendra évidemment du cas particulier dont il s'agira, c'est-à-dire de la nature du litige et de la décision effective adoptée par le Groupe d'experts constitué à cet effet; toutefois, comme on l'a déjà dit, les Accords du Cycle d'Uruguay ayant force de loi au Chili, d'une manière générale l'article 21 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, qui a trait à la mise en oeuvre des recommandations et décisions adoptées, s'appliquera.

Enfin (question n° 4), nous ne sommes pas en mesure d'annoncer la date d'entrée en vigueur de la nouvelle loi devant permettre d'opérer des modifications d'ordre administratif.

COMMUNAUTES EUROPEENNES

La réponse aux questions de caractère général portant sur des points de droit recouvre les questions posées dans les notes des 3 et 4 juillet dernier. Il ressort très clairement de ce texte que le gouvernement chilien s'engage à appliquer intégralement les Accords de l'OMC pour deux raisons, d'abord parce que leur ratification a été annoncée à l'échelon international, ensuite parce qu'ils ont été incorporés à l'ordre juridique interne et ont force de loi.

Il importe toutefois de donner des précisions sur quelques points contenus dans les questions, précisions qui sont la conséquence logique de ce qui a déjà été énoncé en termes généraux:

- La note 46 de l'Accord sur les subventions, qui donne une définition de l'expression "produit similaire", fait partie intégrante de cet instrument, lequel a été incorporé à la législation nationale.
- L'autorité nationale doit observer la "règle *de minimis*" énoncée à l'article 11.9 de l'Accord sur les subventions; cet accord fait partie de la législation nationale.
- L'imposition et la perception des droits compensateurs sont régies par l'article 19 de l'Accord pertinent.
- La Commission (autorité chargée de l'enquête) peut ouvrir une enquête d'office lorsqu'elle dispose de renseignements suffisants à cette fin. Ce principe est consacré à l'article 11.6 de l'Accord sur les subventions.
- La valeur en douane minimale est une mesure différente des droits antidumping et des droits compensateurs; en outre, les Accords de l'OMC ont force de loi au Chili et les autorités compétentes imposeront donc un droit antidumping en cas de dumping et des droits compensateurs dans les cas autorisés par l'Accord sur les subventions.

HONG KONG

La réponse aux questions de caractère général portant sur des points de droit développe les neuf questions posées par la Mission de Hong Kong.

Cela dit, certaines questions contiennent des points qui appellent les précisions suivantes:

Question n° 4:

- a) L'Accord antidumping de l'OMC a force de loi et prévaut sur les dispositions juridiques qui sont incompatibles avec ses dispositions du fait qu'il est postérieur.
- b) Dans l'hypothèse où une loi contenant des règles contraires aux accords serait adoptée après leur ratification, le conflit devra être réglé selon les règles et principes relatifs à l'interprétation de la loi consacrés par le Code civil, et qui valent pour toute norme juridique. D'une manière générale, si deux règles occupant le même rang (traité et loi) portent sur la même matière, celle qui est postérieure abroge celle qui est antérieure, et l'abrogation peut être expresse ou tacite. Il faut également tenir compte du principe de la spécialité des dispositions selon leur nature, qui est défini aux articles 4 et 13 du Code civil, et selon lequel en cas de conflit entre les dispositions d'une loi relatives à des questions particulières et les dispositions générales, ce sont les premières qui prévalent.

Il importe néanmoins de rappeler la doctrine en la matière. En effet, sur la base de la Convention de Vienne sur le droit des traités, la doctrine veut que la première règle à appliquer en cas de conflit entre un traité et une loi est que l'interprète doit tenter de concilier les règles du traité et celles de la loi qui lui est postérieure. Si c'est impossible, la doctrine veut que, dans l'ordre juridique interne, le traité prévale sur la loi qui lui est postérieure, et elle consacre l'intangibilité du traité qui, en tant qu'acte juridique collectif, a la primauté sur le caractère juridique unilatéral d'une loi.

On trouve dans la jurisprudence administrative de l'Inspection générale de la République des jugements prononcés à propos de régimes d'exemptions qui ont donné la primauté aux dispositions des traités internationaux pertinents par rapport à la législation chilienne touchant la même matière, selon le principe indiqué au paragraphe précédent.

- c) Il n'y a pas de règles nationales de rang supérieur en contradiction avec l'Accord antidumping de l'OMC.

Question n° 5:

L'Accord antidumping de l'OMC a force de loi au Chili puisqu'il fait partie de la législation nationale. Il est donc impossible de le considérer comme un supplément de cette législation puisqu'il en fait partie intégrante.

Question n° 9:

Les dispositions en cours d'élaboration seront notifiées à l'OMC dès qu'elles auront été promulguées.

VENEZUELA

La réponse aux questions de caractère général portant sur des points de droit développe la question I (hiérarchie des lois).

En ce qui concerne l'ouverture d'une enquête d'office (question II), il y a lieu d'appliquer les articles 5.6 et 11.6 des Accords pertinents.

Question III:

Le délai de présentation des éléments de preuve dans le cadre de l'enquête est soumis aux dispositions des articles 6 et 12 des Accords pertinents cités dans la question.

Question IV:

- 1) En attendant l'adoption des nouvelles règles précisant la durée de la procédure et les délais envisagés, l'autorité chargée de l'enquête respectera l'obligation de ne pas imposer de mesures provisoires avant 60 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête.
- 2) La législation chilienne n'omet pas la possibilité de prévoir une garantie en ce qui concerne les droits provisoires, prévue à l'article 7.2 de l'Accord antidumping et à l'article 17.2 de l'Accord sur les subventions.

Question V:

En vertu de l'article 10.3 de l'Accord antidumping et de l'article 20.3 de l'Accord sur les subventions, l'autorité doit restituer le trop-perçu. Le Règlement d'application consacre ce principe et précise que ladite restitution est effectuée à la demande de la partie intéressée.